

MISSION LOCALE DE LYON

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
24 avenue Etienne Rognon
69007 LYON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

MISSION LOCALE DE LYON

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
24 avenue Etienne Rognon
69007 LYON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association MISSION LOCALE DE LYON,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE DE LYON relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes annuels devront être arrêtés par le Conseil d'Administration.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note des règles et méthodes de l'annexe aux comptes annuels « Etat- Subvention contrat engagement jeunes » relative à la constatation de fonds dédiés pour la subvention de l'Etat finançant les Contrats Engagement Jeunes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne les subventions, les fonds dédiés et les provisions pour risques et charges.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels devront être arrêtés par le conseil d'administration

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Charbonnières,
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO AUVERGNE RHONE ALPES

Laurent SIMO

Signé par Laurent Simo
Le 23/06/2025

ID: tx_k68AJA3YDM44

In Extenso
signature électronique

Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

**COMPTES ANNUELS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	12 972	12 972		
	Autres immobilisations incorporelles (1)	18 448	18 448		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	810 170	689 936	120 234	165 282
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes	44 680		44 680	
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	42 120		42 120	16 507
	TOTAL (I)	928 389	721 357	207 033	181 790
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 900		1 900	80
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 122 206		1 122 206	1 454 788
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT DISPONIBILITES	536		536	516
		3 128 641		3 128 641	2 737 134
	Charges constatées d'avance	40 666		40 666	50 692
	TOTAL (II)	4 293 948		4 293 948	4 243 210
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	5 222 338	721 357	4 500 981	4 425 000
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			42 120	16 507
	(3) dont à plus d'un an				

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	30 490	30 490
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	1 810 378	1 540 832
	Excédent ou déficit de l'exercice	8 506	269 546
	Total des fonds propres (situation nette)	1 849 374	1 840 868
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	1 849 374	1 840 868
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	645 499	765 000
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	645 499	765 000
Provisions	Provisions pour risques	116 842	116 842
	Provisions pour charges	287 956	287 956
	Total des provisions	404 798	404 798
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	257 475	235 215
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 047 283	888 467
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	256 245	250 376
	Produits constatés d'avance	40 308	40 276
	Total des dettes	1 601 310	1 414 334
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	4 500 981	4 425 000
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	8 506,05	269 546,34
	(1) Dont à moins d'un an	1 601 310	1 414 334
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	200	210
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	6 053 819	6 243 087
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	11 000	25 000
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	291 804	308 795
	Utilisations des fonds dédiés	765 000	914 373
	Autres produits	11	22
	Total des produits d'exploitation	7 121 834	7 491 487
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 391 607	1 402 809
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	397 224	386 795
	Salaires et traitements	3 305 735	3 224 109
	Charges sociales	1 331 911	1 283 095
	Dotation aux amortissements et dépréciations	60 690	82 013
	Dotation aux provisions		75 177
	Reports en fonds dédiés	645 499	765 000
	Autres charges	13	25
	Total des charges d'exploitation	7 132 679	7 219 023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(10 845)	272 464

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(10 845)	272 464
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 383	2 249
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		2 383	2 249
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		2 383	2 249
RESULTAT COURANT avant impôts		(8 462)	274 713
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	56 381	11 708
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		56 381	11 708
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	39 412	16 875
	Sur opérations en capital	1	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	39 413	16 875
RESULTAT EXCEPTIONNEL		16 968	(5 167)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		7 180 598	7 505 444
TOTAL DES CHARGES		7 172 092	7 235 898
EXCEDENT ou DEFICIT		8 506	269 546
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		31 582	31 573
Bénévolat			
TOTAL		31 582	31 573
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		31 582	31 573
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL		31 582	31 573

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **4 500 981** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **7 180 598** euros et un total **charges** de **7 172 092** euros, dégageant ainsi un résultat de **8 506** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

L'association applique le règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les durées d'amortissement des immobilisations sont les suivantes:

- Concessions, brevets, licences: 1 an
- Autres immobilisations incorporelles: 1 an
- Agencements divers: 3 à 10 ans
- Matériel de bureau: 3 à 5 ans
- Mobilier: 3 à 5 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Fonds dédiés

Lorsqu'une action subventionnée est en cours de réalisation à la clôture, une quote-part de la subvention destinée au financement de cette action restant à réaliser, est constatée en fonds dédiés. Ces fonds dédiés sont repris au fur et à mesure de la réalisation de l'action.

Etat - Subvention contrat engagement jeunes

La DREETS a accordée une subvention dans le cadre du CEJ (Contrat d'engagement jeune) pour un montant de 1 761 200 €.

Les crédits accordés à la mission locale au titre de l'année financent l'intégralité de l'accompagnement du jeune par la structure jusqu'au terme du contrat, quelle qu'en soit la durée et y compris en cas de prorogation à 18 mois. En conséquence, la subvention forfaitaire accordée par l'Etat à la mission locale pour l'entrée d'un jeune en parcours CEJ fait l'objet, pour une quote-part, d'une réservation de crédits pour les années suivantes, relativement à l'engagement pris par la mission locale quant à l'accompagnement des jeunes sur la durée du parcours jusqu'à son terme.

Le niveau de quote-part associée dépend du mois d'entrée, et de la moyenne des durées de parcours observée par la mission locale soit 9 mois.

Cette réserve de crédits est inscrite en fonds dédiés et s'élève au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 à un montant de 524 011 €.

Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées en conformité avec le règlement sur les passifs (CRC N°2000-06). Ce règlement définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

L'ensemble des provisions a été enregistré en fonction de la connaissance de la direction de l'association de l'avancement des dossiers à la date d'arrêté des comptes, en respect des principes de prudence et des règles comptables sur les passifs.

Provision pour indemnité de fin de carrière

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon retrospective selon le calcul de l'indemnité conventionnelle. Au 31 décembre 2024, elle s'élève à 288 k€ .

Les paramètres retenus tiennent compte des critères suivants :

- le calcul est effectué pour l'ensemble des salariés,
- l'âge de départ à la retraite retenu est de 65 ans,
- le taux de rotation du personnel retenu est de 2%,
- le taux annuel de progression des salaires retenu est de 1%,
- le taux actualisation retenu est de 3,38%,
- le taux de charges sociales retenu est de 41 %

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- la table de mortalité retenue est TG 05.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend, le cas échéant, des éléments extraordinaires qui sont définis de manière très restrictive et correspondent à des produits ou charges d'une importance majeure par leur montant et qui résultent d'événements dont l'association n'a pas la maîtrise.

Rémunération des cadres dirigeants

Les informations relatives aux rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature ne sont pas renseignées, car elles conduiraient à donner s'agissant d'un cadre dirigeant, des renseignements à caractère individuel.

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Autres informations

Etat exprimé en euros

Description de l'objet social

L'association a pour but de promouvoir, développer et gérer des actions d'insertion professionnelle et sociale pour les jeunes de 16 à 25 ans à la recherche d'une formation et/ou d'un emploi, en s'appuyant sur le réseau d'accueil jeunes de Lyon.

Description de la nature et du périmètre des activités sociales réalisées

Les activités consistent en :

- ☐ Repérer, accueillir, informer et orienter les jeunes
- ☐ Accompagner les parcours d'insertion des jeunes
- ☐ Agir pour l'accès à l'emploi
- ☐ Observer le territoire et apporter une expertise
- ☐ Développer une ingénierie de projet et animer le partenariat local

Différentes missions sont proposées pour répondre à ces activités (cette liste n'est pas exhaustive) :

- ☐ L'accompagnement global
 - Le PACEA
 - L'accès au numérique
 - L'insertion sociale
 - L'accès à la formation
 - L'accès à l'emploi (emploi, immersion, alternance, parrainage, permanence emploi,
- ☐ Les accompagnements spécifiques
 - Les jeunes porteurs de handicap
 - Les jeunes sous main de justice
 - Aller vers les jeunes résidant en QPV/QVA (Chantiers permanents « Rebond social », Jobs d'été)
 - Cap vers demain
 - Les décrocheurs et IOD
 - Les jeunes en demande d'appui psychologique
 - La mobilité
- ☐ La Garantie Jeunes (GJ et GJ Réfugiés)
- ☐ La mise en oeuvre des Antennes de proximité dans le cadre de la maison Lyon pour l'emploi & de la MMI'e

Description des moyens mis en oeuvre

Une équipe pluridisciplinaire professionnelle est disponible pour répondre aux actions et missions mises en oeuvre par la Mission Locale de Lyon.

Des locaux et du matériel permettent l'exercice de nos différentes missions.

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Autres informations

Etat exprimé en euros

Concours publics et subventions d'exploitation

Le détail des concours publics et subventions d'exploitation est donné ci-dessous :

Intitulé	2024
SUBV. VDL	1 115 564
SUBV. METROPOLE RSJ.	135 000
SUBV. REGION CPO	620 814
SUBV. ETAT FONCT. CEJ	1 761 200
SUBV. ETAT CPO ACTIVITE	1 422 744
SUBV. ETAT PARRAINAGE	24 095
SUBV. ETAT CHANTIER REBOND	9 000
SUBV. ETAT ITI	26 505
SUBV. ETAT FORMATION	83 800
SUBV. FIPD JUSTICE M.O.	16 000
SUBV. FIPD JUSTICE M.F.	14 340
SUBV. ETAT CPO	20 890
SUBV. FSE JUSTICE	73 177
SUBV. FSE CAP VERS DEMAIN	84 369
SUBV. FSE IOD	92 294
SUBV. REGION IOD	70 392
SUBV. POLE EMPLOI	386 816
COLLECTE TAXE APPRENTISSAGE	7 846
SUBV. ARS PSYCHOLOGUE	55 000
SUBV. CAISSE DES ECOLES	33 974
Total Concours publics et subvention d'exploitation	6 053 819

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	31 420					31 420
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31 420					31 420
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	317 196		5 944			323 140
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	479 855		7 175			487 030
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes			44 680			44 680
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	797 051		57 799			854 850
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	16 507		25 612			42 120
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	16 507		25 612			42 120
TOTAL		844 978		83 411			928 389

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	31 420			31 420
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31 420			31 420
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	216 062	17 396		233 458
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	415 706	40 772		456 478
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	631 769	58 168		689 936
TOTAL		663 189	58 168		721 357

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	116 842			116 842
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	287 956			287 956
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	404 798			404 798
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	404 798			404 798
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	42 120	42 120	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	1 900	1 900	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	9	9	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1 086 001	1 086 001	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	36 196	36 196	
	Charges constatées d'avance	40 666	40 666	
TOTAL DES CREANCES		1 206 891	1 206 891	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	257 475	257 475		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	421 060	421 060		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	458 551	458 551		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	167 672	167 672		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	256 245	256 245		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	40 308	40 308		
TOTAL DES DETTES		1 601 310	1 601 310		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Charges à payer		665 290
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		70 496
FACTURES NON PARVENUES	70 496	
Dettes fiscales et sociales		594 367
PROV.PR CONGES A PAYER	367 103	
SALAIRES A PAYER	21 873	
CHARGES SOC. S/ C.PAYES	149 004	
ORGANISMES SOC. A PAYER	8 878	
CHARGES FISCALES /CP A PAYER	44 839	
CHARGES FISCALES/CDD A PAYER	2 670	
Autres dettes		427
CREDITEURS DIVERS (NDF)	427	

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		1 111 717
Autres créances		1 111 717
SUBV. CONSEIL REG. A RECEVOIR	293 359	
AMILAURA	98 013	
FORUM REFUGIES	10 000	
SUB. CAISSE DES ECOLES A RECEV	10 000	
SUBVENTION METROPOLE DE LYON	40 500	
ETAT	299 027	
FSE	335 102	
PRODUITS A RECEVOIR	25 716	

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			40 666
CONSOMMABLES		37	
LOCATIONS		17 840	
ENTRETIEN - MAINTENANCE		16 419	
FRAIS TELECOMMUNICATIONS		4 400	
TAXE FONCIERE		259	
FORMATION DU PERSONNEL		1 711	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			40 666

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			40 308
REGION AURA IOD		11 674	
FSE IOD		15 382	
ETAT INCLUSION TRAVAIL INDEPENDANT		13 252	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			40 308

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	30 490				30 490
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	1 540 832	269 546			1 810 378
Excédent ou déficit de l'exercice	269 546	(269 546)	8 506		8 506
Situation nette	1 840 868		8 506		1 849 374
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 840 868		8 506		1 849 374

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	34 000 50 594 680 406		34 000 50 594 680 406		56 955 64 532 524 011	56 955 64 532 524 011	
Chantiers Rebonds							
Obligation de formation							
Etat - CEJ							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	765 000		765 000		645 499	645 499	

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des produits exceptionnels		56 381
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		56 381
<i>PRODUITS S/EX. ANTERIEUR</i>	<i>56 381</i>	
Total des charges exceptionnelles		39 413
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		39 412
<i>PENALITES RETARD</i>	<i>3</i>	
<i>CHARGES S/EX. ANTERIEURS</i>	<i>39 409</i>	
Charges exceptionnelles sur opération en capital		1
<i>VNC ELTS ACTIF CEDES</i>	<i>1</i>	
Résultat exceptionnel		16 968

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

Transferts de charges

Etat exprimé en euros		31/12/2024
REFACTURATION DE CHARGES		223 807
REMBOURSEMENT PREVOYANCE		14 420
AIDES PERCUES SUR CONTRATS		31 913
REMBOURSEMENT FORMATIONS		21 665
TOTAL		291 804

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.

COGEM Expertise et Conseil	ASSOCIATION MISSION LOCALE DE LYON	Page : 22
----------------------------	------------------------------------	-----------

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Prestations en nature LOCAUX RUE DUGUESCLIN	31 582	31 573
Bénévolat	31 582	31 573
Total	31 582	31 573

Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens LOCAUX RUE DUGUESCLIN	31 582	31 573
Prestations	31 582	31 573
Personnel bénévole		
Total	31 582	31 573

Mission de présentation - cf compte rendu de l'Expert Comptable.